UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Effets de l'inflation sur les dépenses publiques au Burundi (1975-2012), pp. 71-92,

NZIRORERA Cyriaque

2016-05
UB, Cahiers du CURDES

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/607

NZIRORERA Cyriaque, Effets de l'inflation sur les dépenses publiques au Burundi (1975-2012), pp. 71-92, Cahiers du CURDES n° 15, Mai 2016.

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

EFFETS DE L'INFLATION SUR LES DEPENSES PUBLIQUES AU BURUNDI

(1975-2012)

Université du Burundi, FSEA-CURDES, B.P. 1049, Bujumbura, Burundi

Dr. NZIRORERA Cyriaque

Résumé

L'économie burundaise est confrontée durant ces dernières décennies à une progression de l'inflation et des dépenses publiques. Ce travail cherche principalement à mesurer les effets de la hausse des prix sur l'évolution des dépenses publiques sur la période 1975-2012.

Les résultats montrent que les dépenses publiques progressent plus rapidement que la richesse produite mais que le niveau de vie de la population burundaise continue à se détériorer. De plus, le coefficient d'ajustement des dépenses publiques à l'inflation s'élève à 1,21 tandis que l'élasticité des dépenses publiques réelles par rapport au revenu national réel est de 1,02: une hausse de 1% du revenu réel engendre une augmentation de 1,02 % des dépenses publiques. Ces résultats nous amènent à formuler quelques suggestions de politique budgétaire.

Mots-clés : Burundi, dépenses publiques, inflation.

1. Introduction

Le vendredi 7 mars 2014, le président kenyan, UHURU Kenyata, annonce une baisse de ses rémunérations et de celle de ses ministres respectivement de 30 % et 20 %. Cette mesure de réduction des rémunérations des membres du Gouvernement kenyan fait montre de son patriotisme économique. En même temps, elle relance le débat relatif à la nécessaire maîtrise des dépenses publiques dans certains pays impécunieux comme le Burundi en vue de prévenir la crise des finances publiques.

En effet, un des principaux maux dont souffrent les finances publiques burundaises est l'augmentation sans cesse - et l'absence de maîtrise- des dépenses publiques, surtout celles non obligées, hausse exacerbée, entre autres, par les pressions inflationnistes. Parallèlement à cette cause de la hausse des dépenses publiques, la littérature économique énonce les principaux facteurs explicatifs de la tendance à la hausse des dépenses publiques repris ci-après :

- augmentation de la production et des revenus ;
- accroissement de la population;
- programme économique, social...du Gouvernement;
- hausse générale des prix (C. Nzirorera, 2014).

Parallèlement, d'autres recherches économiques ont déjà mis en évidence qu'une augmentation du taux d'inflation augmente la valeur des dépenses publiques nominales (Aghevli et Khan, 1979).

La mesure de l'effet du taux d'inflation sur la croissance des dépenses publiques nous intéresse dans le présent travail. Celui-ci se justifie d'autant plus qu'au Burundi, le chômage ne cesse de s'aggraver alors que le Gouvernement n'a pas des moyens financiers suffisants pour le résorber, les prélèvements fiscaux sont insuffisants pour couvrir la hausse des dépenses publiques même si les contribuables ne cessent de se plaindre (C. Nzirorera, 2011, p.109 ; C. Nzirorera, 2014, p.361), les aides et dons au développement viennent à compte goutte en dépit des promesses ! Les recettes tarifaires et d'emprunt sont aléatoires,

les budgets déficitaires sont devenus la norme, … Une telle évolution, au demeurant dangereuse pour la soutenabilité des finances publiques burundaises, appelle une gestion rigoureuse des dépenses publiques.

Aussi, cette étude cherche à mesurer les effets de l'inflation sur l'évolution des dépenses publiques et ainsi répondre aux questions suivantes : Comment sortir de ce casse-tête financier ? Comment financer ces dépenses publiques sans cesse croissantes puisque le levier fiscal-au demeurant insuffisant, n'est pas toujours au rendez-vous ? Faut-il se tourner davantage vers des recettes tarifaires ? Faut-il emprunter davantage et générer des charges pour les générations futures ? Faut-il réduire les dépenses (lesquelles ?) et « créer » des mécontents

L'étude porte sur le cas burundais. Après avoir mesuré les effets de l'inflation sur les dépenses publiques, ce travail répond à ces interrogations. La conclusion tire les implications du débat pour la politique économique.

Ainsi, après cette introduction (1), l'étude s'ouvre d'abord sur un survol de la littérature économique y relative(2). Vient ensuite la présentation des modèles d'analyse (3). L'exposé et l'analyse statistique des données (4) précèdent enfin la présentation des résultats empiriques, leur analyse et interprétation (5) suivis d'une conclusion (6), laquelle expose quelques suggestions qui en découlent pour les responsables de la politique budgétaire.

2 .Survol de la littérature

L'infllation est l'un des principaux facteurs expliquant la tendance à la hausse des dépenses publiques. Les avantages, inconvénients et conséquences de l'accroissement des dépenses publiques ont fait l'objet d'une littérature abondante.

Ainsi, d'après le courant keynésien, les dépenses publiques sont considérées comme un facteur de stimulation de la croissance économique. En toute logique, l'efficacité de la politique des dépenses publiques dépend de la situation dans laquelle se trouve l'économie. Si l'économie se trouve confrontée à un grand chômage et des taux d'intérêt bas, un accroissement des dépenses publiques donnera un grand accroissement de la production (et du revenu), c'est-à-dire la hausse du taux de croissance de l'économie.

Les effets anti-keynésiens proviennent de l'accroissement de dépenses privées, accroissement consécutif à la contraction budgétaire, qui fait plus que compenser l'effet récessif de la politique budgétaire sur l'activité macroéconomique.

En revanche, selon l'idéologie ricardienne, une baisse des dépenses publiques permet une baisse de la fiscalité et provoque une hausse tant de l'offre que de la demande. Les périodes de consolidation budgétaire[25], qui modifient les anticipations des agents, en leur faisant escompter un niveau durablement plus faible d'imposition, ont des effets favorables sur l'activité. Aussi, les États n'ont-ils rien à perdre en acceptant que l'on encadre sévèrement leurs politiques de dépenses publiques.

Selon cette même idéologie, la baisse des dépenses publiques induit une double anticipation. D'abord, une anticipation de baisse des impôts qui augmente le revenu

[25] C'est-à-dire de réduction des déficits publics obtenue principalement par la baisse des dépenses publiques.

anticipé des ménages. La demande privée augmente d'autant plus que les agents sont ricardiens : ils consomment en fonction de leur revenu futur anticipé, ne sont pas soumis à une contrainte de liquidité et tiennent compte de la contrainte budgétaire de l'État ; et ce d'autant plus que la baisse des dépenses publiques est perçue comme permanente (Giavazzi et Pagano, 1990). Ensuite, une anticipation de diminution durable des taux d'intérêt de court terme fait baisser immédiatement les taux longs, ce qui augmente l'investissement. Cette baisse des taux d'intérêt peut être induite par l'anticipation d'une demande plus faible.

Par contre, compte tenu du fait qu'elle rend nécessaire une hausse des impôts, la hausse des dépenses publiques réduit à terme la production potentielle. Ceci pose problème en particulier lorsqu'il s'agit d'investissements en infrastructures, de dépenses de recherche[26] ou de certaines dépenses utiles aux ménages comme les dépenses de santé, d'éducation et de retraite. D'après l'idée autrichienne, les dépenses publiques doivent être réduites seulement en période de mauvaise conjoncture.

Parallèlement, l'école monétariste et la Nouvelle Economie Classique ont mis en évidence les conséquences liés à une utilisation excessive des dépenses publiques. D'abord, une des conséquences de l'absence de maîtrise des dépenses publiques est qu'elle conduit au déficit public. Et, lorsque le déficit public est trop élevé, il conduit à une trop forte accumulation de la dette publique et à l'inflation. A son tour, une augmentation du taux d'inflation augmente la valeur réelle du déficit budgétaire dans la mesure où les dépenses publiques nominales augmentent avec la hausse des prix alors que les recettes nominales prennent en général un certain retard (Aghevli et Khan, 1979). Ensuite, une autre conséquence est que

---

[26] qui peuvent permettre d'augmenter la productivité de l'économie.

si les déficits budgétaires sont financés par un accroissement de la dette publique, cela entraîne deux inconvénients. Le premier inconvénient est l'effet "boule de neige" provoqué par la persistance des déficits budgétaires. Dans ce cas, l'augmentation de la charge d'intérêt accroît encore plus la dépense publique et contribue aux déficits budgétaires futurs. Enfin, l'autre inconvénient est l'effet d'éviction. En quelque sorte, le poids de l'Etat évince les entreprises privées. De fait, l'Etat a plus les moyens de s'endetter que les agents économiques privés. Mais, ces effets négatifs des dépenses publiques, dépenses dues entre autres à l'accélération de l'inflation, nécessite une estimation et une analyse des effets de celle-ci grâce aux modèles suivants.

3. Présentation des modèles d'analyse

3.1. Présentation du modèle de base

Pour estimer les effets de l'inflation sur les dépenses publiques, nous avons recours à une méthodologie empruntée à Aghevli et Khan (1978,1979))[27]. A la suite ce ces auteurs, la méthodologie repose sur l'utilisation du modèle des dépenses publiques dont les équations sont reprises ci-après :

$$\text{Log } (G/P)_t = g_0 + g_1 \log Y_t, \qquad g_1 > 0 \qquad (1)$$

Où :

P_t = Niveau général des prix.
g_1= Elasticité des dépenses publiques réelles par rapport au revenu réel.
G_t = Dépenses publiques en termes nominaux.
Y_t = Niveau du revenu réel.

[27] Le modèle développé par Aghevli et Khan (1978,1979) est basé sur les équations des prix, des recettes publiques, de la masse monétaire et des dépenses publiques. Seule l'équation des dépenses publiques nous intéresse dans ce travail.

A long terme, l'on admet que le Gouvernement souhaite accroître ses dépenses réelles proportionnellement à la croissance du revenu réel, c'est-à-dire que $g_1 = 1$

Par ailleurs, les dépenses publiques réelles de la période t s'ajustent à la différence entre les dépenses réelles souhaitées à la période t et les dépenses réelles de la période précédente.

On aura :

$$\Delta Log\ (G/P)_t = v\ [\ Log\ (G/P)_t - Log\ (G/P)_{t-1}\ ] \qquad (2)$$

Où :

V : est un coefficient d'ajustement des dépenses à l'inflation

Et

$0 < v < 1$

En termes nominaux, la fonction des dépenses publiques s'écrit :

$$\Delta \log G_t = v\ (\log G_t - G_{t-1}) \qquad (3)$$

En termes nominaux également, la relation (2) s'écrit :

$$\Delta Log\ G_t - \Delta \log P_t = v\ [(Log\ G_t - \log P_t) - (Log\ G_{t-1} - \log P_{t-1})] \qquad (4)$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ G_t = \Delta \log P_t + v\ [(Log\ G_t - \log P_t) - (Log\ G_{t-1} - \log P_{t-1})]$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ G_t = v \log G_t - v\ Log\ P_t - v \log G_{t-1} + v\ Log\ P_{t-1} + \Delta \log P_t$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ G_t = v[(\log G_t - Log\ P_t) - (\log G_{t-1} - Log\ P_{t-1}) + \Delta \log P_t]$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ G_t = v[\log G_t - Log\ G_{t-1}) - (\log P_t - Log\ P_{t-1}) + \Delta \log P_t]$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ G_t = v[(\log G_t - Log\ G_{t-1}) - \Delta \log P_t] + \Delta \log P_t$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ G_t = v[(\log G_t - Log\ G_{t-1})] - v\ \Delta \log P_t + \Delta \log P_t$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ G_t = v[(\log G_t - Log\ G_{t-1})] + (1-v)\ \Delta log\ P_t \qquad (5)$$

A mesure que v tend vers 1, les fonctions (5) nominale et réelle (2) deviennent identiques. En substituant (1) dans (2), l'on obtient la solution pour le niveau des dépenses réelles :

$$\Delta Log\ (G/P)_t = v\ [g_0 + g_1 \log Y_t - \log (G/P)_{t-1})] \qquad (6)$$

$$\Rightarrow \Delta Log\ (G/P)_t = vg_0 + vg_1 \log Y_t - v \log (G/P)_{t-1}$$

Où:

$$\Delta Log\ (G/P)_t = \log (G/P)_t - \log (G/P)_{t-1}$$

$$\Rightarrow Log\ (G/P)_t = vg_0 + vg_1 \log Y_t + (1-v) \log (G/P)_{t-1} \qquad (7)$$

Ou :

$$Log\ (G/P)_t = \square_0 + \square_1 \log Y_t + \square_2 \log (G/P)_{t-1} \qquad (8)$$

Avec :

$\square_0 = vg_0$
$\square_1 = vg_1$
$\square_2 = 1-v$

Le retard moyen d'ajustement des dépenses réelles (Ld) est :

$Ld = (1-v)/v$

3.2. Présentation du modèle non linéaire

Le modèle présenté ci-dessus a été amélioré pour isoler les effets du taux d'inflation sur les paramètres d'ajustement des dépenses au processus inflationniste. L'impact de ces facteurs peut être testé en exprimant v comme suit:

$$V = \alpha_0 + \alpha_1 it + \alpha_2 \Delta it. \quad (9)$$

Où :

it = taux d'inflation

Δit = Accélération ou décéleration du taux d'inflation.

En substituant (9) dans (6), il vient:

$$\Delta \text{Log } (G/P)_t = (\alpha_0 + \alpha_1 it + \alpha_2 \Delta it)[g_0 + g_1 \log Y_t - g_1 \log (G/P)_{t1}] \quad (10)$$

Ou

$$\Delta \text{Log } gr_t = (\alpha_0 + \alpha_1 it + \alpha_2 \Delta it)(g_0 + g_1 \log yr_t - g_1 \log gr_{t-1}) \quad (10bis)$$

4. Présentation et analyse statistique de certaines données

Nous avons retenu les valeurs des variables macroéconomiques sélectionnées sur une période de 38 ans, c'est-à-dire de 1975 inclus à 2012 inclus (cf. Annexe 1). Une analyse statistique de l'évolution des dépenses publiques (et de leur structure) est faite sur base des résultats de nos calculs repris à travers le tableau ci-après:

Tableau 1.Evolution des dépenses publiques totales (et de leur structure) en % du PIB (1975-2012)

Années	GpY	IpY	TpY	GTpY
1975	8	1	1	10
1976	11	3	1,2	15
1977	12	6	2	20
1978	16	9	3	28
1979	19	8	3	31
1980	19	14	4	43
1981	9	6	2	17
1982	10	5	1,7	17
1983	9	4	2	16
1984	9	3	2	14
1985	10	2	3	15
1986	12	2	3	17
1987	13	1,9	3,4	19
1988	13,4	3	4	20
1989	14	2,9	3,8	21
1990	13,8	3	3,5	20
1991	13	2,8	3,5	19,5
1992	14,8	3	3,6	21,6
1993	15,7	3	4	23
1994	14	1,7	3,7	19,5
1995	14,3	1,9	3,6	19,8
1996	16	6,7	2	24,6
1997	18	5	1,7	24,9
1998	16	6	1,7	25
1999	16	5	1,7	25,3
2000	14	7	1,6	21,9
2001	16	8,9	2	33
2002	13	8	5	40
2003	12,7	7	5,5	40,7
2004	11	7 ,6	6,6	39,7
2005	16,5	3,6	3,5	34,7
2006	17	9	3,6	22
2007	22	12,6	4,6	38,8
2008	22	5,8	5,4	33
2009	12,5	4	4,4	21
2010	25	10	9	42
2011	31	16	10,6	45
2012	28	9	6	32

Source: Nos calculs sur base des données en annexe

GpY : Dépenses publiques de consommation (en % du PIB)

IpY : Dépenses publiques d'investissement (en % du PIB)

TpY : Dépenses publiques de transfert (en % du PIB)

GTpY : Dépenses publiques totales (en % du PIB)

4.1. Une forte croissance des dépenses publiques totales

L'évolution des dépenses montre une augmentation annuelle connaissant des fluctuations importantes d'une année à l'autre. La croissance des dépenses publiques totales se caractérise par deux principaux phénomènes : d'une part, nos calculs montrent un taux de croissance annuel moyen de ces dépenses de 15,6%[28] (sur 38 ans) impliquant leur forte croissance; d'autre part, une progression inégale dans le temps de ces dépenses.

4.2. Une croissance des dépenses publiques supérieure à celle du PIB

Le taux de croissance annuel moyen des dépenses publiques totales s'élève à 15,6 % contre un taux de 12,1 % pour le PIB. Parallèlement, en % du PIB, les dépenses publiques totales sont passées de 10 % en 1975 à 32 % en 2012. Ces chiffres indiquent que les dépenses publiques ont continué à croître plus vite que le PIB. En d'autres termes, l'Etat burundais a continué à dépenser plus qu'il ne gagnait au cours de cette période. Cela traduit ainsi une progression plus rapide des dépenses publiques que celle de la richesse produite au Burundi sur cette période. Cette situation corrobore la loi de Wagner (1909-1913). Cette loi indique, entre autres, la progression plus rapide des dépenses publiques que celle de la richesse produite au cours du temps dans certains pays. Mais, même si ces

[28] Source: nos calculs.

dépenses publiques ne cessent de croître, le niveau de vie de la population continue à se détériorer au Burundi, essentiellement depuis le début de la crise socio-politique de 1993 (Nduwimana A. et Nicobaharaye P. C., 2012).

Si on détaille l'analyse, quatre moments-clés caractérisent la variation du ratio des dépenses publiques au PIB sur la période sous étude:

i) De 1975 à 1980, on observe une hausse continue du ratio des dépenses publiques au PIB. Ce ratio passe de 10 % à 43 %. Ces chiffres font montre d'une absence de maîtrise des dépenses publiques.

ii) De 1981 à 1984, on constate une baisse continue du ratio des dépenses publiques au PIB. Ce ratio passe de 17 % à 13 %. Ces chiffres font preuve d'une maîtrise des dépenses publiques.

iii) De 1985 à 1989, on assiste à une hausse continue du ratio des dépenses publiques au PIB : ce ratio passe de 15 % 21 % mettant ainsi en évidence une absence de maîtrise des dépenses publiques.

iv) De 1990 à 2012, il y a des fluctuations à la hausse et/ou à la baisse du ratio des dépenses publiques au PIB. Cela montre la difficulté à assurer une maîtrise constante des dépenses publiques au Burundi.

Bref, la lecture de ce tableau met en lumière la forte croissance des dépenses et surtout le fait qu'elles ont crû plus rapidement que la richesse nationale au cours des trente-huit années concernées par l'étude.

4.3. Évolution non constante des dépenses publiques par nature

Les taux de croissance annuels moyens des dépenses de consommation publique, des transferts publics et des dépenses

d'investissements publiques s'élèvent respectivement à 15,9 % ; 17,7% et 18,8%. En termes nominaux, ce sont les dépenses de consommation publique qui occupent de loin la première place sur toute la période sous étude. De 1975 à 1984, ce sont les dépenses d'investissement qui dépassent les dépenses de transfert. Par contre, de 1985 à 1995, les dépenses de transfert dépassent les dépenses d'investissement. De 1996 à 2012, les dépenses d'investissement sont supérieures aux dépenses de transfert. Cette tendance est la même lorsque l'on ramène ces chiffres en pourcentage du PIB.

5. Résultats des estimations des équations des dépenses publiques

Nous présentons ci-dessous les résultats empiriques issus des estimations des équations des dépenses publiques. Les régressions ont été conduites au moyen d'un logiciel économétrique « Eviews 5 ».

5.1. Présentation des résultats empiriques

Pour les dépenses publiques totales, l'on a (les valeurs de la statistique de Student « t » se trouvent entre parenthèses). L'estimation de l'équation (8) donne les résultats suivants :

$$\text{Log } (G/P)_t = \underset{(-2,3)}{-4,2} + \underset{(3,1)}{1,24} \log Y_t - \underset{(-4,3)}{0,21} \log (G/P)_{t-1}$$

$R^2 = 0,89$
$R^2\text{-aj.} = 0,88$
$DW = 2,21$
$F = 15,9$
$V = 1,21$[29]
$g_1 = 1,02$[30]

[29] Valeur calculée.
[30] Valeur calculée.

Où :

R^2 = Coefficient de détermination au carré
R^2-aj. = Coefficient de détermination au carré (ajusté)
DW = Coefficient de Durbin-Watson
F = Coefficient de Fisher
g_1 =Elasticité des dépenses publiques réelles par rapport au revenu réel
v = Coefficient d'ajustement des dépenses publiques à l'inflation

L'estimation de l'équation non linéaire (10 bis) donne les résultats suivants :

$$\Delta \text{Log } gr_t = (1{,}098 + 1{,}41\ it + 0{,}82\ \Delta it\ )(-5{,}42 + 0{,}89 \log yr_t - 0{,}15 \log gr_{t-1})$$
$$(2{,}51)\quad (0{,}65)\quad (0{,}72)\quad (-5{,}43)\quad (8{,}9)\quad (-4{,}5)$$

5.2. Analyse des résultats empiriques

Les résultats ci-dessus montrent que la fonction des dépenses publiques présente un bon degré d'explication, en témoigne la valeur du coefficient de détermination au carré : en effet, la valeur de R^2 nous apprend que la variation des dépenses publiques est expliquée à 89 % par la variation des variables explicatives.

Parallèlement, la valeur du test de Fisher (F = 15,9) est économétriquement significative: elle indique que les variables explicatives, prises ensemble, expliquent la variation de la variable dépendante. De même, la valeur du test de DW (DW = 2,21) montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des résidus à un seuil de signification de 5 %. Enfin, les valeurs des paramètres affectés aux différentes variables explicatives prises individuellement (test t) expliquent la variation des dépenses publiques.

Nous avons calculé et trouvé un coefficient d'ajustement des dépenses publiques totales à l'inflation qui s'élève à 1,21 (v = 1,21). Quant à l'élasticité des dépenses publiques réelles par rapport au revenu réel, elle est de 1,02: cela signifie qu'une hausse de 1% du revenu réel engendre une augmentation de 1,02 % des dépenses publiques.

Utilisant l'équation 10 bis, nous avons mesuré les effets du taux d'inflation et de son accélération sur le coefficient d'ajustement des dépenses publiques à l'inflation au Burundi. Les valeurs positives des coefficients i et Δi montrent qu'il y a une grande tendance pour un accroissement rapide des dépenses publiques en période d'inflation.

Toutefois, ni le paramètre du taux d'inflation ni celui mesurant l'accroissement du taux d'inflation ne sont statistiquement différents de zéro à n'importe quel seuil de signification. Ceci montre que le processus inflationniste donne lieu à des effets sur les dépenses publiques difficiles à prévoir exactement et à maîtriser.

6. Conclusion

Que faire face à ces hausses incessantes des dépenses publiques ? Les résultats de ce travail suggèrent que l'on doit s'orienter vers une nouvelle culture de gestion des dépenses publiques pour sortir de ce casse-tête financier. Il n'y a pas de petites économies pour des Etats impécunieux comme le Burundi. Il faut[31] :

- réduire la taille de l'Etat Burundais[32];
- diminuer les dépenses publiques « non obligées ». Par exemple, revoir à la baisse les rémunérations des dignitaires ainsi que leurs frais de mission et d'intendance, etc. ;
- fixer des normes de dépenses publiques: indiquer par exemple le niveau du taux de croissance des dépenses de fonctionnement et de transferts à ne pas dépasser ;
- éviter les gaspillages fabuleux des recettes publiques ;
- instituer des dispositifs de mise en cohérence du système financier public permettant de dégager une logique commune d'évolution des dépenses et des recettes publiques ;
- accroître et diversifier la production nationale en vue de juguler, partiellement, l'inflation.

Ces quelques suggestions constituent nos pistes de réflexion. D'autres chercheurs pourront en faire des voies en vue d'améliorer la gestion des dépenses publiques, lesquelles sont exacerbées, entre autres, par des menaces inflationnistes.

[31] Même si les mesures qui suivent peuvent créer des mécontents parmi les profiteurs de l'Etat Burundais.

[32] Réduire le nombre des ministères, des provinces, des parlementaires, etc.

7. Références bibliographiques

1. AGHEVLI B. et KHAN M. (1978, 1979), « Inflationary Finance and the Dynamics of Inflation: Indonesia, 1951-72", *American Economic Review*, vol. 67, pp. 390-403

2. BLEIJER W. et LEONARDO L.,(1980) « On the Real Effects of Inflation and Relative Price Variability : Some Empirical Evidence », *The Review of Economics and Statistics*, vol. LXII, November , no 4, pp. 539-543

3. BRB, *Rapports annuels* 1972, 1978, 1991,1994, 1995, 2002, 2005, 2007, 2009

4. CREEL J. et STERYNIAK, (1995) " Comment évaluer l'orientation de la politique budgétaire?", *Problèmes économiques,* n°2.449

5. HAKIZIMANA P, KAMENYERO V (2001), *La pression fiscale au Burundi : ampleur et limites (1970-1998),* ISCAM, mémoire de licence

6. MUTONI E., NIYONKURU Y. R. (2010), *La réforme du système fiscal Burundais et ses répercussions sur le financement du déficit budgétaire (1986-2008),* UB, FSEA, mémoire de licence, Annexes

7. NDUWIMANA A. et NICOBAHARAYE P.C. (2012), *Impact des dépenses publiques sur le bien-être de la population burundaise (1985-2010*), Université NTARE RUGAMBA, mémoire de licence (sous notre direction)

8. NINTERETSE O. et NIMPAGARITSE J. (2014), *Effets macroéconomiques des dépenses publiques au Burundi*, ULT, FSGEA, mémoire de licence

9. NZIRORERA C. (2011), Taxation optimale et autonomisation de la collecte des recettes au Burundi, *Cahiers du Curdes*, n° 12, pp. 102-127

10. NZIRORERA C. (2014), « Problématique de la mobilisation des reveus fiscaux au Burundi », *Cahiers du Curdes*, n° 14, pp. 360-386

11. TANZI V., BLEIJER M. et ZEIJEIRO M. (1987), « Inflation and the Measurement of Fiscal Deficit », *IMF Staff Papers*, vol. 34, n°4, December, pp.711-738

12. WAGNER (1909-1913), *Les fondements de l'économie politique*, Paris, Economica, 5ème édition, pp.112-138

Annexe 1 : Données brutes utilisées dans cette étude (1975-2012)

Années	CONSG	INVG	TRG	GT	IPC (1996=100)	TINFL	Y
1975	2663	331	330	3325	24	15	33152
1976	3636	1015	417	5069	26	6,9	38675
1977	4074	2040	805	6920	16	6,5	49578
1978	5261	3258	923	9442	20	24	54920
1979	6469	2896	1072	10438	28	36	70391
1980	6469	4835	1284	14300	22	2,6	86494
1981	8181	5452	1577	15568	25,8	12	89085
1982	9633	4518	1571	15729	25,3	-1,9	91911
1983	9599	4235	2136	15972	29	16	102289
1984	10576	3285	2792	16654	33	14	120451
1985	15062	2839	3787	21689	34	3	141347
1986	16470	2920	4270	23662	35	1,7	140842
1987	19109	2822	4890	26821	38	7	143590
1988	20622	4067	6198	30887	39	4	152907
1989	25784	5235	6825	37845	44	11	179548
1990	27265	5962	6898	40126	47	7	196656
1991	27903	6074	7430	41412	51	8	211897
1992	33570	7031	8267	48869	52	1,7	225857

1993	35922	7809	9873	53605	57	9	227774
1994	35423	4428	9374	49226	66	14	251760
1995	43238	5929	10754	59922	79	19	301753
1996	45293	18559	5741	68216	100	26	276457
1997	58708	16221	5388	80319	131	31	322433
1998	65611	2584	7166	101793	147	12	404382
1999	75514	23155	8087	116499	152	3	460266
2000	83527	40547	9586	126487	189	24	576979
2001	89984	49298	12086	182422	207	9	549980
2002	78303	47770	29574	236239	204	-1,3	584605
2003	83153	48258	35736	265542	226	10	651590
2004	82729	57131	49557	297515	245	8	748486
2005	142245	31470	30420	299135	536	13	860902
2006	171000	91470	36115	218611	550	2,7	986601
2007	223229	128146	46687	393193	596	8,5	1012811
2008	290136	76666	71434	438236	742	24	1314112
2009	318493	105149	113776	537418	821	10	2540400
2010	253202	101281	91152	425380	880	6	1012811
2011	414083	214905	139973	591350	1039	9	1314112
2012	728780	235256	163199	827237	880	18	2540400

Sources :

*NINTERETSE O. et NIMPAGARITSE J. (2014), *Effets macroéconomiques des dépenses publiques au Burundi*, ULT, FSGEA, mémoire de licence

*BRB, Rapports annuels 1972, 1978, 1991,1994, 1995, 2002, 2005, 2007, 2009

*HAKIZIMANA P, KAMENYERO V (2001), *La pression fiscale au Burundi : ampleur et limites (1970-1998),* ISCAM, mémoire de licence,

*MUTONI E., NIYONKURU Y. R. (2010), *La réforme du système fiscal Burundais et ses répercussions sur le financement du déficit budgétaire (1986-2008)*, UB, FSEA, mémoire de licence, Annexes

NB :

CONSG : Dépenses de Consommation Publique en mio de BIF

TRG : Dépenses de Transferts Publics en mio de BIF

INVG : Dépenses d'Investissements Publics en mio de BIF

GT : Dépenses Publiques Totales en mio de BIF

Y : Produit Intérieur Brut en mio de BIF

IPC : Indice des Prix à la Consommation des ménages

TINFL : Taux d'Inflation

Annexe 2 : Résultats des régressions

Dependent Variable: G/P

Method: Least Squares

Date: 12/11/14 Time: 17:26

Sample: 1975 2012

Included observations: 38

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-4.243	304.73	-2.335	0.0476
Y	1.24	28.919	3 .102	0.0076
G/P (-1)	0.21	58.20	-4.340	0.0042

R-squared	0.8994	Mean dependent var	14810.65
Adjusted R-squared	0.8878	S.D. dependent var	19421.94
S.E. of regression	10854.27	Akaike info criterion	21.51714
Sum squared resid	4.24E+09	Schwarz criterion	21.68603
Log likelihood	-426.3429	Hannan-Quinn criter.	21.57821
F-statistic	15.940	Durbin-Watson stat	2.21257
Prob(F-statistic)	0.000042		

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NZIRORERA Cyriaque, Effets de l'inflation sur les dépenses publiques au Burundi (1975-2012), pp. 71-92, Cahiers du CURDES n° 15, Mai 2016.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr